

UNE ENQUETE DU QUOTIDIEN

4. SECURITE :
LE GRAND SOUCI

■ Ces Français entraînés dans la spirale du terrorisme

L'activisme violent, ce ne sont pas seulement les « coups » montés dans l'Hexagone par des Carlos venus d'ailleurs. C'est aussi un vivier de révolutionnaires made in France. « Le Quotidien » fait le point sur ces Français qui se vouent à la guérilla urbaine

Pierre Mauroy a adressé hier à l'Hôtel Matignon un bilan de l'expérience été 1982 en matière de prévention de l'insécurité dans la vie quotidienne des Français. Le premier ministre a estimé que les actions diversifiées menées au cours de l'été 1982 en faveur de la sécurité quotidienne et de la prévention de la violence chez les jeunes ont abouti à une « réussite globale ». Ces actions seront donc reconduites en 1983, a-t-il dit.

Entouré de Mme Edwige Avice, ministre de la Jeunesse et des Sports, et de nombreux maires dont Hubert Dubedout, maire de Grenoble, et Gilbert Bonnemaïson, maire d'Épinay-sur-Seine, Pierre Mauroy a dégagé les enseignements des expériences menées tout au long de l'été 1982 par les différents ministères concernés (Intérieur, Solidarité nationale, Justice, Défense, Jeunesse et Sports) et par les élus locaux.

Les actes de terrorisme du type rue des Rosiers, lycée Carnot, etc, pour horribles qu'ils soient, semblent — de par leur caractère atrocement spectaculaire — masquer

par
Xavier RAUFER

à l'heure actuelle un phénomène beaucoup moins voyant mais plus dangereux à terme pour l'économie et la stabilité sociale de la France, celui de la dégradation, régulière et continue, depuis maintenant un an, des rapports entre le gouvernement et l'ensemble de l'extrême-gauche révolutionnaire.

Si l'on dresse un catalogue des motifs de mécontentement de chaque famille politique, on s'aperçoit que l'extrême-gauche est, de loin, celle dont l'amertume est la plus grande, la désillusion la plus forte, et ce d'autant plus que les espoirs qu'elle nourrissait au départ étaient plus grands : on ne s'attendait certes pas chez les « gauchistes », les écologistes radicaux, les autonomes, à ce que François Mitterrand fasse la révolution,

mais, au moins, à une certaine fidélité des socialistes aux promesses qu'ils avaient publiées depuis plusieurs années, tant pour s'attirer les faveurs de l'extrême-gauche que par solidarité « antifasciste » ou enfin pour redorer leur blason révolutionnaire face au Parti communiste. L'attitude du pouvoir, après une brève lune de miel, a constitué, pour l'ensemble de ceux que l'on range généralement à gauche des communistes, une série de douches glacées plus désagréables les unes que les autres : qu'on en juge.

Un lourd contentieux

- Interdiction, le 19 août 1982, d'une manifestation de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine ;
- censure et interdiction déguisée d'un numéro de « Hara-Kiri » ;
- dissolution d'Action directe ;
- prise de positions de socialistes hostiles au pacifisme ;
- poursuite, à des détails près, du programme nucléaire ;
- non-remboursement de l'IVG ;

Gilbert Bonnemaïson, président de la commission des maires sur la sécurité, a présenté au chef du gouvernement ses premières propositions pour enrayer le développement de l'insécurité. Son rapport définitif sera transmis à l'Hôtel Matignon en novembre. Il suggère notamment la création d'un fonds d'action sociale anti-délinquance et d'aide aux victimes, l'utilisation continue des équipements publics et des locaux scolaires en dehors des heures de classe, l'expérience de pédagogie adaptée, la promotion de l'éducation civique et l'organisation de la prévention.

Hubert Dubedout, président de la Commission nationale sur le développement social des quartiers, a fait part, quant à lui, de ses réflexions sur les actions engagées pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, sur la transformation urbaine des quartiers et sur la sécurité publique.

- renoncement à l'impôt sur la fortune pour l'outil de travail (« cadeau aux patrons ») ;
- prise en main de la lutte antiterroriste par des gendarmes et des policiers « de droite » (n'oublions pas que pour certains révolutionnaires, Mesrine représentait une sorte de Robin des Bois des temps modernes : on voit l'effet que peut produire sur eux l'arrivée du commissaire Broussard à un poste de responsabilités) ;

- mise en place d'une politique d'austérité (« ce sont les travailleurs qui paieront ») illustrée par la suppression de fait de l'échelle mobile des salaires ;

- arrestation de l'autonome italien Oreste Scalzone, réfugié dans notre pays ;
- renvoi à une date ultérieure de la semaine de 35 heures ;
- effets pervers de la loi Quilliot sur la capacité de beaucoup de jeunes à trouver de petits logements en location ;
- mise sous tutelle de radios libres ;
- instauration d'une barre à 10 % pour les élections municipales, qui prive pratiquement les petits partis de leurs

chances d'accéder aux conseils municipaux ;

- utilisation systématique des parachutistes et glorification de l'armée (que l'on se souvienne de l'interview de Charles Hernu dans « le Figaro-Magazine » (1) où il se déclarait enchanté de vendre des armes).

Ajoutons à cela le maintien du chômage chez les jeunes et les discours de MM. Delors et Rocard sur le rôle important des entreprises dans la vie du pays et l'on comprendra que les avertissements du PSU, les menaces d'Arlette Laguillier, les critiques de plus en plus acerbes de « Libération » et les véritables cris de haine de certains écologistes ne sont que la traduction d'une prise de conscience : la mouvance révolutionnaire se croit désormais revenue aux heures les plus cauchemardesques de la période Messmer-Marcellin.

Succession de trahisons

Facteur aggravant : les mesures énoncées plus haut, si elles sont ressenties par l'opinion publique — satisfaite ou amusée — comme un retour à la raison après une période initiale d'euphorie utopique,

L'autre visage de l'insécurité, c'est, bien entendu, le terrorisme. Le retour de la vague de violence qui secoue la France conduit à se poser plusieurs questions parmi lesquelles la plus angoissante est celle de la renaissance, à l'intérieur même de la société française, de groupes plus ou moins organisés appartenant à la mouvance révolutionnaire qui risquent de se laisser entraîner vers la dérive terroriste.

Xavier Rauffer, 36 ans, professeur dans un institut de recherche sociale, analyse ci-dessous cette très inquiétante tendance. Auteur de « Terrorisme, maintenant la France ? », publié aux éditions Garnier, il a consacré plusieurs années à l'étude des organisations révolutionnaires et, sur le terrain, a longuement observé les structures de la guérilla urbaine. Son diagnostic fait froid dans le dos.

sont vécues par l'extrême-gauche — que cela isole encore un peu plus — comme la succession de véritables trahisons. Or, ce climat de nervosité et de mécontentement survient dans un pays où les garde-fous qui avaient, en 1971-1972, interdit un dérapage vers l'activisme violent, sont pratiquement démantelés :

- les grandes consciences (Clavel, Sartre, Foucault, etc) ont disparu ou se sont tués ;
- l'extrême-gauche légale (Ligue communiste, Lutte ouvrière, PCI, PCMLF) qui constituait autrefois de filières de défoulement politique et social, est en grande partie disqualifiée et n'arrive pas à sortir de son ghetto ;
- les grandes organisations syndicales et le PC sont désormais considérés par l'extrême-gauche comme partie prenante du pouvoir plus que comme des acteurs de la lutte des classes.

La multiplication de ces mécontentements dans un organisme qui ne secrète pratiquement plus d'anti-corps va fatalement avoir des conséquences :

- Electorales tout d'abord : nombreux sont ceux des

jeunes idéalistes d'extrême-gauche qui, furieux et déçus, se souviendront lors des prochaines consultations électorales du vieux slogan « Elections, piège à c... ».

Au-delà de l'aspect électoral, d'autres conséquences plus graves deviennent possibles qu'on aurait, il y a un an encore, rejetées d'un haussement d'épaules :

- Elargissement tout d'abord d'un vivier de jeunes sans perspectives ballotés entre des emplois précaires, des contrats à durée déterminée et les guichets de l'ANPE. La naissance, au sein de cette couche sociale, d'un fort sentiment de frustration pourrait entraîner des vagues de violence sérieuses. Ceci, d'autant plus que, dans la période précédente, ce vivier — qui ne date pas d'hier — avait toujours l'espoir d'une amélioration de sa condition par l'arrivée de la gauche au pouvoir.

- Constitution dans les entreprises d'un embryon de « gauche ouvrière » refusant de cautionner la politique d'austérité et de diminution du pouvoir d'achat qu'on lui propose, débordant des syndicats

jugés complices et cherchant de nouvelles formes de résistance sociale.

Ces deux phénomènes, s'ils se manifestent avec une ampleur suffisante entraîneraient, dans un premier temps, le développement d'une violence moléculaire politique ou tournée vers la satisfaction de besoins personnels, très difficiles à réprimer, et l'émergence d'un « prolétariat extra-légal » — pour reprendre la formule de l'autonomie ouvrière italienne — multipliant les actes de délinquance sociale vaguement politisée : un exemple récent : « le Monde » (1) signale que lors de la manifestation prévue à Vireux (Ardennes) pour protester contre la fermeture de l'usine des aciers spéciaux de la Chiers « quatre jeunes gens originaires d'Aubervilliers, interpellés à Vireux alors qu'ils étaient porteurs d'un important arsenal (grenades artisanales, frondes, bouteilles d'essence, etc.) ont été relâchés dès le 24 au soir, ce qui a provoqué de très vives réactions des syndicats de police ». On connaît bien désormais, grâce à l'étude des pays voisins qui ont vécu des dérapages de ce type, les enchaînements qui permettent de tels terrains (au sens médical du terme) : de la délinquance politisée, on en vient souvent, par un processus de décantation et de prise de conscience de la force de l'adversaire, à un terrorisme diffus, parfois même à un terrorisme organisé, constituant la réaction anti-réformiste d'une partie de la mouvance révolutionnaire.

Attitude suicidaire

Même s'il n'y a, en la matière, nulle fatalité, nulle évolution inexorable, il serait suicidaire de recourir à l'attitude aima-

blement sceptique de nombre de dirigeants actuels et de broder sur le thème « tout cela n'est pas possible chez nous ». Soyons lucides et ayons le courage de constater qu'au moment où une poudrière, lentement, à bas bruit, commence à se constituer, quelques noyaux indigènes — nous ne parlons pas ici de commandos étrangers — ont accompli l'itinéraire psychologique et politique qui mène à la lutte armée. Rien, pour l'instant, qui puisse se comparer aux Partis combattants allemands et italiens, rien non plus qui ne mérite le mépris ou la disqualification. Depuis 1978, après tout (quatre ans déjà), Action directe attaquant, l'arme au poing, des cibles symboliques, multipliant les hold-up sanglants, recréant avec une patience de fourmis squatts, appartements conspiratifs et caches d'armes, jouant avec une certaine subtilité de l'action légale et illégale, a dépassé le stade de l'amateurisme.

Contre-offensives

Il est bien clair que le noyau historique — comme c'est le cas dans l'histoire de toutes les organisations clandestines armées — ne présente pas un danger insurmontable. Si, par contre, une seconde génération, inconnue, elle, des services de maintien de l'ordre, reprenait le flambeau et bénéficiant, au sein des couches sociales décrites plus haut, de complicités et de possibilités de recrutement, l'affaire prendrait une autre importance.

Cette hypothèse — incroyable il y a un an encore — ne peut plus, dans le contexte d'amertume dépeint ci-dessus, être exclue a priori. Sa concrétisation dépend — au-delà des capacités organisationnelles de ses protagonistes — de la

réaction des forces de l'ordre et de l'efficacité de la répression.

Remarquons tout d'abord que notre pays présente, face aux actes terroristes de toutes origines, une fragilité plus grande que ses voisins : l'échec des Partis combattants allemands et italiens provient essentiellement de la discipline et du civisme de la population, dans le premier cas, et, paradoxalement, de l'extrême faiblesse de l'Etat, dans l'autre.

La France, elle, présente la double caractéristique de posséder un appareil d'Etat rigide et une population de tempérament libertaire, réagissant en outre très vivement aux manifestations de violence : que l'on se souvienne seulement de l'attentat de la rue Copernic et du vol d'armes du quartier Clauzel à Foix où la plupart des médias, une partie de la classe politique et, au-delà, de l'opinion publique, multiplierent les accusations gratuites et les hypothèses délirantes.

Les mesures visant à regrouper et rendre homogènes les services (on en comptait jusqu'à sept précédemment) chargés, à un titre ou à un autre, de lutter contre le terrorisme, sont naturellement positives. Il n'est pas évident qu'elles soient suffisantes. Les exemples des pays confrontés à des phénomènes identiques démontrent que les contre-offensives victorieuses ne se montent ni à travers un quadrillage policier massif, ni à l'aide de banque de données monstrueuses, mais à partir de la compréhension de ce qu'est, de ce que veut l'adversaire.

A l'échelle d'une nation, le terrorisme est en effet avant tout un phénomène culturel. Le passage à la lutte armée — acte grave entre tous — s'accomplit suivant un cheminement intellectuel qu'il est

essentiel de comprendre, et sécrète un certain nombre de concepts théoriques et opérationnels qu'il faut parfaitement maîtriser. Lutter contre une organisation terroriste, c'est jouer une partie d'échecs de haut niveau contre un adversaire qui parle chinois. On voit donc à quel point il est important que les personnes chargées de la répression de ces phénomènes s'imprègnent des données sociales, politiques, psychologiques qui irriguent la pensée de leurs « clients ». On n'a pas l'impression que cette dimension du problème soit, à l'heure actuelle, bien prise en compte au plus haut niveau de la lutte antiterroriste.

Terrorisme international

Si, à notre avis, les risques d'émergence d'un terrorisme autochtone sont à l'heure présente réels — et ce d'autant plus qu'on tend à les négliger — le terrorisme international, de nature différente (la terreur étant une technique et non une idéologie) présente également un péril sérieux pour notre pays en raison notamment de la simultanéité de son offensive sur notre sol avec la poussée de violence indigène décrite plus haut.

Les explosions de bombes, par l'atmosphère fiévreuse qu'elles engendrent, jouent un rôle psychologique important sur les jeunes révolutionnaires : elles contribuent à susciter le sentiment d'une imminence d'événements graves qui sert le plus souvent de déclic pour le passage à l'acte d'individus possédant une forte sensibilité internationaliste.

En outre, l'action de commandos étrangers est considérablement facilitée par l'existence de réseaux de « porteurs de valises » qui reçoivent en échange une initiation à la

guérilla urbaine — rien n'est plus complexe que la clandestinité offensive dans une grande métropole — et vraisemblablement des armes. Voilà, à notre avis, la dialectique qui joue entre le terrorisme international et intérieur, au-delà des discours fantasmagoriques sur les « chefs d'orchestre clandestins ».

L'extrême-droite — si tant est que ce qualificatif soit propre à désigner une multitude d'organismes totalement hétéroclites — ne nourrit pas d'opposition de principe envers la violence. Des événements graves — l'abandon d'une partie du territoire national par exemple — peuvent susciter dans cette famille politique le désespoir et le sentiment d'imminence décrits plus haut. Il se produit alors une recombinaison de tous les groupes d'ordinaire hostiles les uns aux autres, suivie par un passage à l'acte : c'est l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie. Or à l'heure actuelle, nul désespoir, nul sentiment d'imminence. Les théoriciens d'extrême-droite clamaient haut et fort depuis des années que le libéralisme avancé menait tout droit au socialisme : il n'y a donc pas eu de choc psychologique violent. Depuis le 10 mai, les groupes d'extrême-droite peuvent toujours s'exprimer légalement et sont même l'objet — discrètement — d'une considération nouvelle de la part de certains partis d'opposition qui ne peuvent plus se permettre de faire la fine bouche, et sont en plus persuadés qu'un débordement activiste constituerait pour eux une catastrophe électorale. Le climat n'est donc pas propice — pour l'instant — à une bouffée de désespoir à cette extrémité de l'horizon politique.

Si, en revanche, le gouverne-

ment décidait d'accorder un jour l'indépendance à l'un ou l'autre des départements ou territoires d'outre-mer — rien n'est moins sûr, il s'agit d'une hypothèse — des actes de violence pourrait s'ensuivre. Ajoutons également qu'une manipulation est toujours possible d'un groupuscule néonazi par un service de renseignements, quel qu'il soit : les mythomanes qui peuplent ces organismes sont prêts à avaler n'importe quel bobard, à suivre n'importe quel agent. Quand un pouvoir politique est confronté à l'émergence d'une nébuleuse terroriste, il commence généralement par la sous-estimer et tente de la faire disparaître au moyen de l'auto-suggestion et de la méthode Coué, puis, les techniques du chamanisme étant en politique d'une efficacité médiocre, il se lance dans de grandes offensives tous azimuts, déployant de gros bataillons dont l'effet rassurant pour l'opinion publique — est de convaincre l'aire des sympathisants de la lutte armée que c'est vraiment la guerre, et qu'il convient de se mobiliser. Or, la guérilla urbaine n'étant que l'optimisation des ressources militaires du faible opposé au fort, le maniement du bulldozer est en l'occurrence moins utile que la pratique de la micro-chirurgie.

Espérons que ces quelques réflexions pourront hâter la prise de conscience, en la matière, des responsables de la lutte antiterroriste : lorsque les velléités terroristes ne sont pas radicalement étouffées dans l'œuf, chaque coup porté maladroitement, ou à côté, constitue une illustration du célèbre proverbe de Kipling : « Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort ».

X. R.

(1) 26.09.82.

FIN